



FICHE : DISPOSITIFS D'AIDES PUBLIQUES POUR LE MONTAGE D'UN PROJET DE MÉTHANISATION

Date de mise à jour : Juin 2021

La Normandie s'est dotée du Plan MéthanaNormandie. Il a pour objectif d'accompagner le développement de la méthanisation en région. Ce réseau doit permettre d'identifier, accompagner et sécuriser les porteurs de projets.

La mise en service d'une unité de méthanisation peut faire l'objet d'aides publiques depuis l'étude de faisabilité technico-économique jusqu'à l'investissement. Cette fiche recense l'ensemble des aides publiques disponibles en Normandie dans le cadre d'un projet de méthanisation. Les acteurs à solliciter sont : **la Région Normandie, chef de file pour les politiques relatives à l'énergie depuis la loi NOTRe, l'ADEME et l'AD Normandie ainsi que les syndicats d'énergie départementaux (en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Énergie notamment). Ces organismes apportent des aides selon différents niveaux de développement du projet et formats (aides/prêts).** Ci-dessous, un résumé des contributions par

organisme.

En complément, depuis juin 2019, l'État par le biais du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dans le cadre du Grand plan d'investissement, a doté un fonds de garantie publique au niveau national permettant à Bpi France de distribuer un prêt sans garantie, destiné aux exploitants agricoles, qui, seuls ou en groupe, investissent dans une installation de méthanisation agricole.

Le tableau ci-dessous recense par acteur et par étape du projet les financements publics envisageables (aides, avances remboursables ou prêts) pour développer une unité de méthanisation.

Le code couleur est le suivant : 👍 = aides ; 🍃 = prêts ; 🍷 = aides remboursables

	Région Normandie 	Europe 	ADEME Normandie 	AD Normandie 	Syndicats d'énergie 	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation - BPI
Étude de pré-faisabilité	👍		👍			
Étude de faisabilité technique	👍		👍		👍*	
Note d'opportunité de raccordement					👍*	
Étude de raccordement (GRDF/GRT)	👍**		👍**		👍*	
Accompagnement à la concertation	👍		👍			
Investissement	👍	👍	👍🍷	🍃	👍*	👍

*Variable selon le syndicat considéré

** Hors départements 27 et 76 où l'aide est portée par le syndicat d'énergie

Le montant des aides repose sur la prise en considération de plusieurs critères (dépenses éligibles, taux d'aide associés, éligibilité, etc.). Il est donc indispensable de solliciter les contacts identifiés au sein des financeurs mentionnés dans cette fiche afin de réaliser une étude relative à votre projet.

QUELLES AIDES PUIS-JE SOLLICITER DANS LE CADRE DES ETUDES PREALABLES DE MON PROJET ?

ADEME

Dispositif : [subventions pour les études de faisabilité technico-économiques de projets, les études d'acceptabilité et les études détaillées de raccordement](#). Dépôt de demande en continu.

Bénéficiaires : maîtres d'ouvrage publics ou privés.

Montant de l'aide : jusqu'à 50 % des dépenses éligibles. Ce taux peut être porté à 70 % quand il s'agit d'un projet territorial ou d'un collectif agricole (3 exploitants et plus). Cette aide sera au maximum de 50 000 € HT.

Critères d'éligibilité : l'étude doit être conforme au cahier des charges ADEME disponible *via* le lien <http://www.diagademe.fr/diagademe/vues/accueil/documentation.jsf> ou sur sollicitation de l'ADEME. Le financement des études détaillées de raccordement ou d'acceptabilité ne sont pas financées seules par l'ADEME. Elles doivent s'accompagner d'une étude de faisabilité technico-économique réalisée par un prestataire.



L'étude de faisabilité doit être réalisée par un bureau d'études indépendant, non lié à un constructeur afin d'assurer la meilleure objectivité possible

Cas particulier de l'injection : selon l'étude, le porteur peut faire l'objet d'une aide par l'ADEME pour les études relatives à l'injection.

Pour les unités de puissance électrique installée > 300 KWe, le nouvel arrêté tarifaire 2016 prévoit la réalisation d'une étude détaillée du gestionnaire de réseau de distribution de gaz (GrDF ou EDL). Cette étude est réalisée à titre gratuit pour le producteur et n'est donc pas éligible.



Tout porteur de projets ayant fait l'objet d'une aide d'un syndicat d'énergie pour ses études de raccordement ne pourra faire l'objet d'une aide complémentaire de l'ADEME

Études de pré-faisabilité – Métha'Normandie

Dispositif : Accompagnement par le plan Métha'Normandie.

Bénéficiaires : Porteurs de projets agricoles.

Montant de l'aide : 50 % de la prestation.

Critères d'éligibilité : prestation réalisée par Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie et financée par l'ADEME et la Région Normandie au travers du plan Métha'Normandie.

Région Normandie

Dispositif : [IDEE conseil énergies renouvelables](#). Dépôt de demande en continu.

Ce dispositif permet de financer les études nécessaires au développement d'un projet de méthanisation : étude de faisabilité technique, étude détaillée de raccordement, etc. hors études règlementaires.

Bénéficiaires : les collectivités territoriales et leurs groupements, les associations, les agriculteurs et leurs groupements, les organismes consulaires, les établissements d'enseignement et les syndicats d'énergie.

Montant de l'aide : le taux d'aide régionale est de 50 % du montant HT des dépenses prévisionnelles éligibles, plafonnées à 40 000 € HT (50 000 € pour les territoires en démarche spécifique "Territoire Durable 2030" ou "Territoire 100 % EnR"). Quel que soit le domaine de conseil souhaité, les projets présentant un montant total de dépenses prévisionnelles éligibles inférieur à 5 000 € HT ne peuvent pas être accompagnés.

Dans le cas où le porteur n'est pas soumis à la TVA, le taux d'aide régionale s'applique au montant TTC de l'opération.

Critères d'éligibilité : pas de critère défini. Le porteur de projets doit faire partie des bénéficiaires. Les études réglementaires (ICPE, permis de construire) ne sont pas éligibles.



Lorsqu'elles peuvent intervenir sur les études préalables, les aides de l'ADEME et de la Région Normandie, non cumulables, sont plafonnées à 50 % maximum de l'assiette éligible. Les syndicats d'énergie peuvent apporter des aides complémentaires tout en respectant un seuil maximal cumulé d'aides publiques de 80 % pour les porteurs publics et 70 % pour les entreprises.

Syndicats d'énergie

Le tableau 1 synthétise pour chaque syndicat d'énergie les accompagnements disponibles concernant les études. Des aides sont mobilisables pour les investissements, elles sont déclinées dans la suite.

Les règles de mise en œuvre varient selon les outils et les syndicats.

Outils d'aide mis en place par les syndicats d'énergie vis-à-vis des porteurs de projets de méthanisation

	SIEGE 27	SDE 76	SDEC ENERGIE	TE 61	SDEM 50
Étude technico-économique	X	X	✓ Collectivités adhérentes jusqu'à 50 % du reste à charge (dans la limite d'un plafond de 5 000 €) – Sur étude de dossier	X	X
Étude de faisabilité GRT	✓ À hauteur de 50 %	✓ 40 % plafond 3 000 €	X	X	X
Étude détaillée GRDF	✓ À hauteur de 50 %	✓ 40 % plafond 3 000 €	X	X	X

QUELS SONT LES DISPOSITIFS DE FINANCEMENT PUBLICS MOBILISABLES POUR LES INVESTISSEMENTS ?



Dans le cadre du partenariat régional, tout **dossier de demande d'aides doit être obligatoirement, et conjointement, adressé à l'ADEME et à la Région Normandie.**

L'ensemble des aides accordées par les financeurs (Europe, ADEME, Région Normandie, ADN, Syndicats d'énergie...) ne peut excéder un plafond défini par la

Commission Européenne (45 à 80 % des dépenses admissibles selon la structure, et sa taille dans le cas des entreprises). La démarche de demande d'aides est précisée en annexe.

Au vu de l'accompagnement public déjà accordé *via* le tarif bonifié, **les aides n'excèdent pas 20 à 25 % du coût total pour les projets d'injection et 10 à 15 % pour les projets en cogénération.**

Région Normandie

Dispositif : [subventions à l'investissement \(Fonds Européens\)](#), dépôt de demande en continu simultanément à la demande auprès de l'ADEME *via* la plate-forme disponible à l'adresse <https://monespace-aides.normandie.fr>

Bénéficiaires : tous les porteurs de projets, publics ou privés.

Montant de l'aide : niveau d'aide évalué en fonction de critères (statut, implantation, effectif, rentabilité prévisionnelle, etc.). L'aide minimale FEDER sollicitée par le porteur doit être au minimum de 100 000 € HT.

ADEME

Dispositif : Appel à projet annuel dédié au financement des installations d'unités de méthanisation.

Bénéficiaires : porteurs de projets agricoles, coopératives agricoles, industries agroalimentaires, collectivités locales, sociétés de développement de projets de méthanisation, investisseurs publics ou privés, entreprises prestataires de services pour le traitement des déchets.

Montant de l'aide : l'aide accordée par l'ADEME se fait selon un forfait par puissance installée (€/MWh) :

- Projets en injection : 40€/MWh PCS de productibilité annuelle contractuelle avec un plafond de 600 000€ par projet
- Projets en cogénération : 95€/MWh PCI de productibilité annuelle contractuelle avec un plafond de 200 000€ par projet.

Démarche : tout candidat à l'appel d'offre devra satisfaire à divers critères d'éligibilité parmi lesquels :

- Une étude de faisabilité doit avoir été réalisée par un bureau d'étude labellisé Qualiméthé ;
- L'étude de faisabilité (GRT) et/ou détaillée (GRDF) doit avoir été réalisée dans le cadre d'un projet en injection.
- ICPE et permis de construire déposés ;
- Avoir une stratégie de concertation et de communication vis-à-vis des riverains et élus locaux. L'outil « diagnostic des risques de nuisances » fourni par l'ADEME dans le dossier de candidature doit être également complété ;
- Prise de contact préalable avec des organismes bancaires ;
- 10% de fonds propres ou quasi fonds propres,

AD Normandie

Dispositif : "[Impulsion Environnement](#)" (Prêt à taux zéro). Le dépôt de demande se fait en continu auprès de l'AD Normandie.

Bénéficiaires : **ne sont pas éligibles à ce dispositif les exploitations agricoles** (sauf SAS à capitaux majoritairement agricoles), les associations à but non commercial, les organismes publics et les sociétés d'économies mixtes.

Sont éligibles : les TPE, PME, ETI et groupes disposant d'un établissement en Normandie et inscrit au Registre du Commerce des Sociétés (RCS) ou au Répertoires des Métiers (RM).

Les secteurs concernés sont : l'industrie, les activités manufacturières, l'agroalimentaire, le commerce de gros.

Montant du prêt à taux zéro :

Le prêt à taux zéro (PTZ), sera au maximum de 300 000 € HT et plafonné aux montants des fonds propres. Il représentera au maximum 10 % de l'assiette éligible (de 50 000 € HT minimum). Ce prêt n'est pas considéré comme un apport en fonds propres.

- les PTZ inférieurs à 37 500 € pourront bénéficier d'un différé de remboursement de 1 an et d'un remboursement sur une période de 2 ans à l'issue du différé,
- les PTZ supérieurs ou égal à 37 500 € pourront bénéficier d'un différé de remboursement allant jusqu'à 2 ans et d'un remboursement sur une période allant jusqu'à 5 ans.

Critères d'éligibilité :

- statut juridique : SA, SAS (y compris à capitaux majoritairement agricoles),
- avoir une situation financière saine,
- réaliser la majorité de son chiffre d'affaires avec les professionnels,
- être à jour des obligations fiscales, sociales de l'ensemble des réglementations qui leur sont applicables,
- faire preuve de leur capacité à mener à bien le projet (capacité financière, équipe projet...),
- les aides régionales sont plafonnées aux fonds propres et quasi fonds propres de l'entreprise (part numéraire du capital social, fonds propres, CCA bloqués, prêt d'honneur...).

Le tableau ci-dessous reprend les critères techniques d'éligibilité aux aides pour la Région et de l'ADEME.

Critères techniques d'éligibilité aux aides ADEME, Région Normandie et Europe

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ	RÉGION NORMANDIE (FEDER)	ADEME
Impact sur les pratiques agricoles		<ul style="list-style-type: none"> le projet ne doit pas induire une diminution des surfaces en prairies, en particulier permanentes ; le projet ne devra pas être à l'origine d'une modification des pratiques délevage actuelles vers une intensification ou la création d'élevages intensifs. Il ne devra pas induire une baisse d'autonomie alimentaire des élevages
Taux de valorisation énergétique	> 55 % hors chauffage du processus, séchage lixiviat, bois et déjections animales	<ul style="list-style-type: none"> Cogénération : > 50 % Fonctionnement minimum de la cogénération de 7 800 h/an. Chaudière et injection : > 75 % Chauffage du digesteur et séchage du digestat à retirer de l'énergie valorisée.
Maîtrise du gisement (à l'instruction)	50 % des tonnages entrants	50 % du potentiel énergétique maîtrisé, c'est-à-dire en possession ou avec participation au capital de l'entreprise détentrice, ou contrat signé sur 10 ans.
Cultures dédiées à la production d'énergie	< 15% du tonnage entrant	
Approvisionnement	CIVE	Taux de maximal de CIVES et cultures dédiées de 50% en tonnage. Pas d'engrais minéral ni de traitement phytosanitaires
	Matières premières	90 % issues d'un rayon < 60 km
	Biodéchets	Acceptés sous condition d'être issus d'une collecte sélective
	Concurrence d'implantation	Projet d'intérêt territorial
	Critères spécifiques	Obligation de couverture des fosses de stockage du digestat et d'épandage avec une rampe pendillard ou un enfouisseur
		Présence d'un débitmètre biogaz obligatoire

Syndicats d'énergie

Dispositif : [participation au financement des coûts de raccordement – Gaz](#). Dans le cas d'un raccordement, certains syndicats d'énergie prévoient d'accompagner financièrement le porteur de projet dans les coûts de raccordement dont il est redevable.

Syndicats concernés (en tant qu'Autorité Organisatrice de la distribution d'Énergie) : SDE 76, SIEGE 27. Métha Normandie – Septembre 2021

Bénéficiaires : porteurs de projets publics ou privés.

Montant de l'aide/Critères d'éligibilité : au cas par cas, dans la limite des possibilités législatives et réglementaires (loi Egalim et décret d'application, délibérations de la CRE...).

Dispositif : [participation au financement des coûts de raccordement – Électricité.](#)

Syndicat concerné : SDEC ENERGIE.

Bénéficiaires : porteurs de projets publics ou privés.

Montant de l'aide : 50 à 70 % selon la catégorie de commune où le projet est localisé. Plafonné à 10 000 €.

Critères d'éligibilité : le projet doit être lié à une activité économique individuelle ou un équipement public. L'aide ne porte pas sur la partie branchement. Elle couvre les extensions permettant au porteur de raccorder son unité au réseau, et non le renforcement de ce dernier.

Dispositif : participation au capital/compte-courant des sociétés de projets.

Certains syndicats peuvent assurer une prise de participation au capital/compte-courant d'un projet de méthanisation pour permettre le bouclage du financement et accélérer le processus de réalisation voire également améliorer son acceptabilité locale.

Cette participation peut se faire en direct par le syndicat d'énergie (comme pour le SIEGE 27 et le TE 61) et/ou au travers d'une société mixte d'économie, comme pour le SDEM 50 au travers de la SEM West Énergie.

Syndicats concernés : SIEGE 27, SDE 76, TE 61, SDEM 50 (au travers de la Société d'économie mixte SEM West énergies).

Bénéficiaires : porteurs de projets publics ou privés.

Montant de l'aide : étude sur dossier, la participation du syndicat d'énergie devant rester néanmoins marginale.

Critères d'éligibilité : au cas par cas.

Aides à l'investissement par Syndicat d'énergie

	SIEGE 27	SDE 76	SDEC ENERGIE	TE 61	SDEM 50
Aide au raccordement	✓	✓	✓	X	X
Participation au capital/compte-courant des sociétés de projets	✓	✓	X	✓	✓

Prêt méthanisation Agricole du Grand Plan d'Investissement (Bpifrance)

Dispositif : [prêt sans garantie](#) visant à accompagner le développement d'unités de méthanisation agricoles.

Bénéficiaires : PME créées depuis plus de 3 ans, ou sociétés de projet (< 3 ans) créées spécialement pour porter un programme de développement d'une unité de méthanisation. La capacité de celle-ci doit être inférieure ou égale à 500 kW électriques dans le cas d'un projet en cogénération, et 125 Nm³/h pour un projet en injection.

Montant du prêt : compris entre **100 000 € et 500 000 €**, sans prise de garantie sur l'entreprise, ni caution personnelle du dirigeant. Le montant du prêt doit être inférieur ou égale au montant cumulé des subventions accordées au projet et des fonds propres et quasi fonds propres de l'emprunteur.

Dépenses éligibles :

- Le solde des investissements matériels ou immatériels non pris en charge par la dette bancaire ;

- L'augmentation du besoin en fonds de roulement.

Durée du prêt : 12 ans maximum, avec un différé d'amortissement en capital jusqu'à 2 ans.

Taux : fixe ou variable selon le barème en vigueur. Le taux varie selon la durée du prêt. À titre d'exemple, sur 12 ans, il s'élève à 3,11 % au mois de juillet 2019.

Partenaires financiers : le prêt devra obligatoirement être accompagné de concours bancaires d'un montant total au moins 3 fois égal à celui du Prêt Méthanisation Agricole (1 € prêté par Bpi France pour 3 € de prêt bancaire) portant sur le même programme réalisé depuis moins de 6 mois, et d'une durée au moins égale à celle du prêt méthanisation agricole.

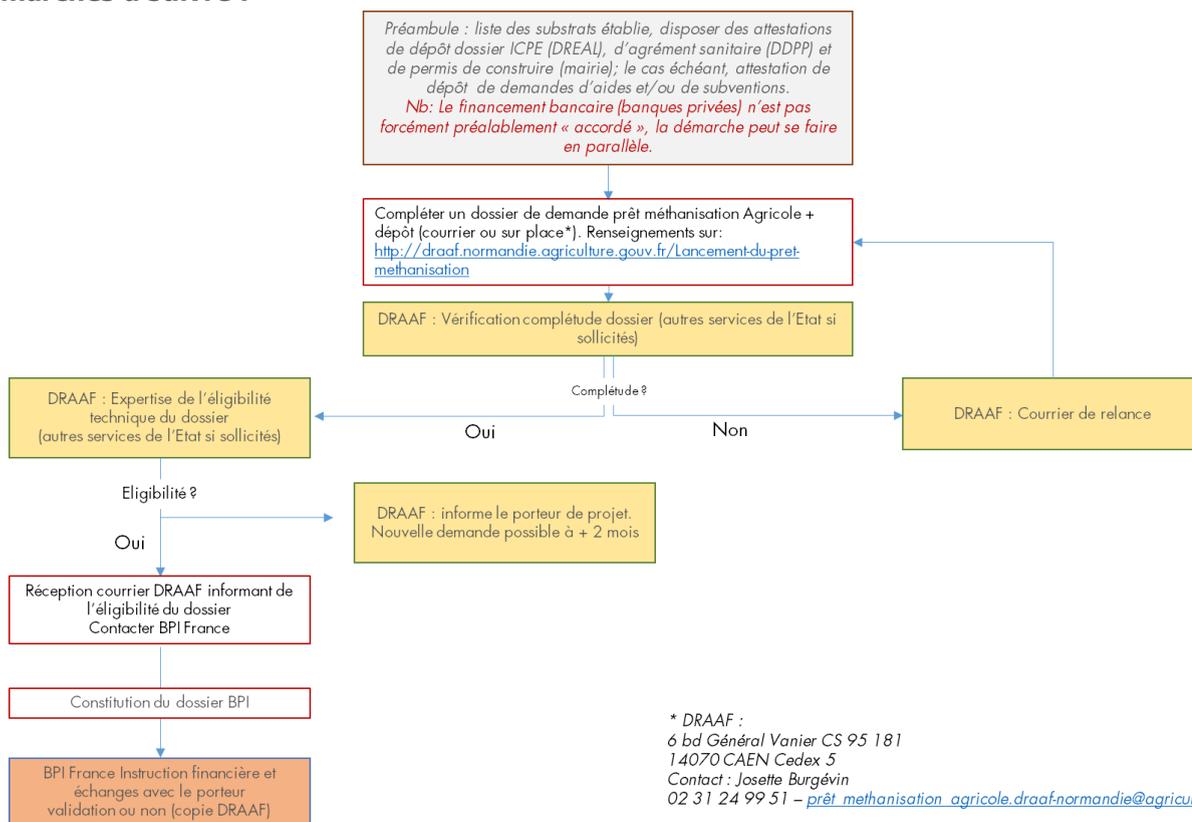
Modalités :

- frais de dossier,
- assurance décès PTIA.

Critères d'éligibilité : des critères nationaux et régionaux ont été définis. Ils sont précisés dans le formulaire de demande d'accès au prêt (<http://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/Methanisation>), parmi lesquels :

- projet agricole uniquement (50 % du capital détenu par des agriculteurs et 50 % du gisement d'origine agricole et *a minima* 33 % d'effluents bruts),
- projet de méthanisation en injection d'une capacité inférieure à 50 Nm³/h ou en cogénération d'une puissance inférieure ou égale à 500 kW élec,
- 90 % du gisement provenant d'un rayon d'approvisionnement de moins de 55 km.

Démarches à suivre :



* DRAAF :
6 bd Général Vanier CS 95 181
14070 CAEN Cedex 5
Contact : Josette Burgévin
02 31 24 99 51 – prêt_methanisation_agricole.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

Quand déposer mon dossier ?

AVANT tout engagement juridique, toute signature d'un devis, d'un bon de commande ou d'un versement !

- Pour les études de faisabilité :

Adressez un mail à l'ADEME et à la Région Normandie pour vous faire connaître. Vous pouvez contacter Biomasse Normandie (02 31 34 24 88 – Marie Guilet ou Benjamin Thomas) ou la CRAN Madeleine Bréguet (02 35 59 50 91) pour avoir les coordonnées de bureaux d'études.

Dans un second temps, en fonction des retours, adressez votre demande à l'interlocuteur identifié (ADEME ou Région) en suivant la procédure décrite dans le document.

- Pour les investissements :

1/ Aides à l'investissement (ADEME/Région/Europe/ADN/Syndicats) :

Après l'étude de faisabilité technico-économique réalisée par un bureau d'études qualifié Qualimétha et avant d'engager les autres phases : prenez un premier contact par mail rapidement avec l'ADEME et la Région pour présenter le projet.

Quand ? : une fois le dossier ICPE et demande de permis de construire déposés.

2/ Prêt méthanisation agricole (DRAAF) : démarche à engager après avoir obtenu les attestations de dépôts ICPE/Permis Construire/Agrément sanitaire.

Contacts par organismes

<p>Région Normandie - Europe</p> 	<p>ADEME Normandie</p> 	<p>AD Normandie</p> 	<p>DRAAF</p> 	<p>BPI</p> 
<p>Mickaël TAOUI 02 31 06 89 06 mickael.taoui@normandie.fr</p>	<p>Gauthier DESANGLOIS 02 32 81 93 19 gauthier.desanglois@ade.me</p>	<p>Olivier HUCHON 02 31 15 25 72 olivier.huchon@adnormandie.fr</p>	<p>Josette BURGEVIN 02 31 24 99 51 pret_methanisation_agricole.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr</p>	<p>Thomas TREUTENAERE thomas.treutenaere@bpifrance.fr</p>



Syndicats d'énergie départementaux				
<p>Eure</p> 	<p>Seine-Maritime</p> 	<p>Calvados</p> 	<p>Manche</p> 	<p>Orne</p> 
<p>Mathilde GIRARD 02 32 39 76 17 mathilde.girard@siege27.fr</p>	<p>Patrick De Wit 02 32 08 26 32 patrick.de-wit@sde76.fr</p>	<p>Alban RAFFRAY 02 31 06 61 80 energie@sdec-energie.fr</p>	<p>Michel RAULT 02 33 77 18 95 michel.rault@sdem50.fr Hervé LE SAINT 06 16 73 89 21 herve.lesaint@sdem50.fr</p>	<p>Cyril WYNTENBERGER 02 33 32 83 13 cyril.wyntenberger@te61.fr</p>